



Fisheries and Oceans
Canada

Pêches et Océans
Canada

Services de passation des marchés
301 allée Bishop
Fredericton, N-B
E3C 2M6

le 10 juin, 2014

Objet : Demande de proposition F5211-140110
Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique

Vous êtes invité à soumettre une (1) exemplaire signé de votre proposition de services pour Pêches et Océans Canada. Les propositions scellées seront acceptées jusqu'au **25 juin 2014 à 14 heure de l'Atlantique**. Les propositions doivent être signées, envoyé électroniquement à DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca et adressées :

**SOUSSION CONSÉCUTIVE À UN APPEL D'OFFRES
F5211-140110 Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique**

Toute soumission reçue après le délai sera considérée comme en retard. Les soumissions envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées. Le soumissionnaire est tenu de s'assurer que la soumission est envoyée dans les délais impartis et à l'endroit désigné.

Les documents relatifs à la soumission DOIVENT être téléchargés de www.buyandsell.gc.ca . Les gens qui présentent une soumission acceptent d'être liés par les instructions, les clauses et les conditions de l'appel d'offres, et acceptent les clauses et les conditions du contrat qui en résultent.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec l'autorité contractante, Trudy Scott, par courriel à DFOtenders-soumissionsMPO@dfo-mpo.gc.ca

Le soumissionnaire sélectionné sera tenu d'exécuter le contrat conforme avec les documents ci-joints. Votre proposition devrait être suffisamment détaillée pour constituer la base d'une entente contractuelle et permettre une évaluation technique fondée sur les critères ci-joints. Le contrat durera deux (2) années. Toutes les propositions présentant le coût comprendront les prix de chaque année ou l'on supposera que les prix pour les deux années seront les mêmes.

Toutes questions concernant cette demande de propositions doivent être présentées par écrit, au plus tard le 19 juin 2014. Le ministère ne pourra pas être en mesure de répondre aux questions présentées après cette date.

Pêches et Océans Canada ne retiendra pas nécessairement la proposition la moins coûteuse ou l'une des propositions.

Cordialement,

Trudy Scott
Pêches et Océans Canada
Services de passation des marchés

F5211-140110

Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique

1. Lettre d'invitation
2. Offre de services / Formule de contrat
3. Instructions aux soumissionnaires
4. Modalités de paiement
5. Énoncé de travail
6. Appendice 1 Portée des travaux
7. Appendice 2 Projets de participation communautaire
8. Critères d'évaluation
9. Conditions générales – les services mineurs
10. Conditions d'assurance
11. Instruction Supplément aux Soumissionnaires – Attestation pour ancien fonctionnaire

Date de clôture des soumissions : le 25 juin 2014
Heure : 14 h (heure de l'Atlantique)
Numéro de contrat ou de dossier : F5211-140110

AOFFRE DE SERVICES / FORMULE DE CONTRAT

DEMANDE DE PROPOSITIONS POUR :

Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique

1. PROPOSITION SOUMISE PAR :

(Nom et adresse au complet)

2. EXÉCUTION DES TRAVAUX

Par la présente, la personne soussignée (ci-après désignée sous le nom d'« entrepreneur ») propose de fournir à Sa Majesté la Reine du chef du Canada (ci-après désignée sous le nom de « Sa Majesté »), représentée par le ministre des Pêches et des Océans (ci-après désigné sous le nom du « Ministre »), la main-d'œuvre, les fournitures, la supervision, l'équipement, les outils, le matériel et les autres accessoires, services et installations nécessaires pour l'exécution du services.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par la présente, l'entrepreneur s'engage à exécuter et à achever les travaux de la manière et à l'endroit prescrits, conformément aux documents suivants qui, dès l'acceptation de l'offre de services / formule de contrat, feront partie intégrante du contrat :

1. La présente offre de services / formule de contrat dûment remplie et signée;
2. Le document ci-joint ou mentionné par renvoi sous le titre d' « énoncé de travail » et appendice 1 et 2;

3. Le document ci-joint ou mentionné par renvoi sous le titre « Conditions générales»;
4. Le document ci-joint ou mentionné par renvoi sous le titre « Conditions d'assurance
5. Le document ci-joint ou mentionné sous le titre « Modalités de paiement »;

4. DIVERGENCES

En cas de divergence, d'incohérence ou d'ambiguïté quant à la teneur de ces documents, le libellé du document qui figure en premier dans la liste ci-dessus a préséance sur celui des documents qui le suivent.

5. DURÉE DU CONTRAT

1 août 2014 – 31 juillet 2016

6. PRIX SOUMISSIONNÉS

SERVICES ET COÛTS ASSOCIÉS

Pour la prestation de tout service, y compris les coûts associés à la réalisation des travaux requis :

1 août 2014 – 31 juillet 2015

_____ \$ + TPS/TVH

1 août 2015 – 31 juillet 2016

_____ \$ + TPS/TVH

7. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES / TAXE DE VENTE HARMONISÉE

La TPS et la TVH sont exclues de tout prix ou tarif soumissionné dans la présente. Tout montant devant être imposé à Sa Majesté en ce qui a trait à la TPS/TVH doit être indiqué de façon distincte sur toutes les factures des biens fournis ou services offerts et sera payé par le gouvernement du Canada. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

8. SOUSSION DES DOCUMENTS

L'entrepreneur remet sous ce pli les documents suivants :

- a) Offre de services / formule de contrat (dûment remplie et signée)
- b) Proposition
- c) Instruction Supplément aux Soumissionnaires – Attestation pour ancien fonctionnaire

9. Offre irrévocable

L'entrepreneur présente le prix proposé estimatif total indiqué à l'article 6, étant entendu que ce prix constitue une offre irrévocable de sa part. De plus, l'entrepreneur atteste par la présente que les prix proposés sont fondés sur ses taux les plus préférentiels.

Par la présente, l'entrepreneur accepte que cette demande de propositions demeure ouverte à l'acceptation du Ministre pendant une période de soixante (60) jours à compter de la date de clôture des soumissions (ci-après appelée la « période d'acceptation »). Si le Ministre juge nécessaire de prolonger la période d'acceptation, il doit, avant l'expiration de celle-ci, en informer l'entrepreneur par écrit, après quoi ce dernier dispose de cinq (5) jours à compter de la date de réception de l'avis ministériel écrit pour, par écrit, accepter la prolongation demandée ou retirer sa proposition.

Si l'entrepreneur accepte la prolongation demandée, la période d'acceptation est alors prolongée selon ce qu'indique l'avis ministériel. S'il ne répond pas à l'avis susmentionné, l'entrepreneur est alors irréfutablement réputé avoir accepté la prolongation de la période d'acceptation jusqu'à la date précisée dans ledit avis.

10. LOIS APPLICABLES

Le contrat éventuel est régi et interprété selon les lois en vigueur dans la province du Colombie-Britannique.

11. AUCUNE COLLABORATION EXPLICITE

L'entrepreneur atteste qu'il n'y a eu aucune collaboration, aucun acte concerté, aucune entente, aucun accord ou échange de renseignements privilégiés, de manière explicite ou implicite, qui, d'une façon ou d'une autre, nuirait aux objectifs du processus d'appel d'offres entre l'entrepreneur, ses dirigeants, ses employés ou mandataires et toute autre personne relativement à la proposition soumise ou à la préparation de ladite proposition ainsi qu'aux calculs et aux considérations sur lesquels ladite proposition a été préparée et soumise; en outre, par la présente, l'entrepreneur accepte, aux seules fins du présent article, d'avoir un rapport fiduciaire avec Sa Majesté.

12. CONTRAT

L'entrepreneur convient qu'advenant l'acceptation de cette proposition par le Ministre, celle-ci entraîne la conclusion d'un contrat entre l'entrepreneur et le Ministre et que son offre de services ou sa formule de contrat ainsi que ses pièces jointes et la proposition constituent collectivement le contrat conclu entre les parties.

13. DROITS DU MINISTRE

Aucune proposition « conditionnelle » n'est acceptée. Tout entrepreneur présentant d'autres soumissions est exclu et les propositions ainsi présentées sont rejetées. Nonobstant les dispositions de la demande de propositions, le Ministre n'est pas tenu d'accepter la proposition au coût le moins élevé ni toute autre proposition; il se réserve le droit de prendre en compte des questions qui, bien qu'elles ne soient pas stipulées dans la présente, sont, de l'avis du Ministre ou de ses fonctionnaires ministériels, utiles pour les besoins qui les occupent et le Ministre et ses fonctionnaires ont le droit d'exercer leur pouvoir discrétionnaire relativement au choix de l'entrepreneur qui convient.

14. REMPLACEMENT DU PERSONNEL

14.1 Si des personnes en particulier sont désignées dans le contrat comme étant les personnes censées exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.

14.2 En tout temps, si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de toute personne nommée au contrat, il doit fournir les services d'un remplaçant qui possède des compétences et des connaissances similaires.

14.3 Avant de remplacer toute personne nommée dans le contrat, l'entrepreneur doit prévenir le Ministre et fournir les renseignements suivants par écrit :

- a) le motif du remplacement de la personne désignée;
- b) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses compétences et son expérience;
- c) la preuve que le remplaçant proposé a reçu du gouvernement du Canada la cote de sécurité nécessaire, s'il y a lieu.

14.4 L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'acceptation d'un remplaçant par le responsable technique et l'autorité contractante ne dégage pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

14.5 Le Ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux, auquel cas l'entrepreneur doit se conformer sans délai à cet ordre et conformément au

paragraphe 2 et aux alinéas 3 b et 3 c, retenir les services d'un autre remplaçant.

14.6 Le fait que le Ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de délier l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

15. ADDENDA

L'entrepreneur déclare avoir reçu l'*addenda* qui suit, émis par le ministère des Pêches et des Océans, et en avoir tenu compte dans sa proposition.

ADDENDA NUMÉRO

DATE

Reçu le _____^e jour d _____ 2014.

Signature de l'entrepreneur _____

16. ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR

Aux fins du contrat ou relativement à celui-ci, l'adresse de l'entrepreneur est celle qui est indiquée à l'article 1 .

17. PERSONNEL MINISTÉRIEL

Aux fins du contrat ou relativement à celui-ci et pour obtenir des renseignements pendant le processus d'appel d'offres, l'autorité contractante est la suivante :

Trudy Scott

Matériel and Procurement Services | Services du matériel et des acquisitions

Fisheries and Oceans Canada | Pêches et Océans Canada

301 Bishop Drive | 301 allée Bishop

Fredericton, NB | Fredericton N-B E3C 2M6

Trudy.Scott@dfo-mpo.gc.ca

CHARGÉ DE PROJET

(Ces renseignements seront communiqués au moment de l'attribution du contrat.)

18. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR L'ENTREPRENEUR

Suivant l'alinéa 221(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et les organismes aux termes des marchés de services pertinents (y compris des contrats englobant une combinaison de produits et de services) doivent être déclarés sur un feuillet T4-A supplémentaire.

Pour permettre au ministère des Pêches et des Océans de se conformer à la présente exigence, l'entrepreneur convient ici de fournir les renseignements suivants qu'il atteste être exacts et complets et qui divulguent entièrement son identité :

18.1 le nom du particulier ou la raison sociale de l'entité, selon le cas (le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou la raison sociale associée au numéro d'entreprise (NE)), de même que son adresse et son code postal :

18.2 le statut de l'entrepreneur (particulier, entreprise non constituée en corporation, corporation ou société en nom collectif) :

18.3 pour les particuliers et les entreprises non constituées en corporation, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, le cas échéant, le numéro d'inscription aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH) :

18.4 pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH. S'il n'y a pas de NE ou de numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH, il faut fournir le numéro indiqué sur le formulaire de déclaration de revenus des sociétés T2 :

L'attestation suivante doit être signée par l'entrepreneur ou un dirigeant autorisé de l'entrepreneur :

« J'atteste que j'ai examiné les renseignements fournis ci-dessus et qu'ils sont exacts et complets. »

Signature

Nom du signataire en caractères d'imprimerie

19. SIGNATURE DE L'OFFRE DE SERVICES

La présente offre de services est signée au nom de l'entrepreneur ou d'autres personnes légalement autorisées à lier la société constituée en personne morale, la société de personnes ou le propriétaire unique, selon le cas.

SIGNÉ, SCELLÉ ET REMIS LE _____^e JOUR D _____ 2014.

En présence de

Pour l'entrepreneur

Signature du témoin

Société constituée en personne morale OU

Signature du témoin

Société de personnes OU

Signature du témoin

Propriétaire unique

ACCEPTATION DÈS L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Ce contrat est signé au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada par ses agents ou mandataires dûment autorisés.

Accepté au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada le _____^e jour d _____ 2014.

Signature du témoin

Pour le ministre des Pêches et des Océans

Poste

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

1. DÉFINITIONS

Dans l'appel d'offres

- 1.1. Les mots offre, soumission et proposition sont interchangeables.
- 1.2. "Ministre" comprend une personne agissant pour le Ministre ou ses successeurs, ou à titre de Ministre des Pêches et Océans si le poste est sans titulaire, et toute personne qu'ils ont désignée pour les représenter aux fins d'appel d'offres, de même que leurs fondés de pouvoir.
- 1.3. "Heure de fermeture" désigne l'heure et le nombre de minutes représentant l'heure locale où se trouve le bureau des soumissions et après laquelle aucune autre soumission ne sera acceptée.

2. HEURE DE FERMETURE

- 2.1. Le bureau des soumissions recevra les soumissions scellées jusqu'à l'heure de fermeture précisée dans la lettre d'invitation. Les soumissions reçues après l'heure de fermeture ne seront pas prises en considération et seront renvoyées non ouvertes.
- 2.2. Nonobstant ce qui précède, le ministère des Pêches et Océans se réserve le droit de retarder l'heure de fermeture, et tous les soumissionnaires seront alors informés en bonne et due forme des nouvelles date et heure.
- 2.3. Un gabarit d'enveloppe de soumission est fourni, le soumissionnaire doit fournir sa propre enveloppe.

3. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

S'il y a ouverture publique

- 3.1. Les soumissions seront publiquement ouvertes dans un endroit précisé dans l'appel d'offres dès que possible après l'heure de fermeture, sauf si l'appel d'offres comporte un avis contraire à l'égard de l'ouverture des soumissions.
- 3.2. Au cas où le Ministère ne recevrait qu'une soumission, il se réserve le droit de ne pas divulguer le montant lors de l'ouverture publique. Le montant de la soumission sera rendu public si le contrat est adjugé.

4. DISPOSITION DES SOUMISSIONS OFFICIELLES

- 4.1. Les soumissions doivent suivre la disposition fournie et être bien remplies et présentées selon les instructions. Les soumissions non disposées sous la forme voulue ne seront pas prises en considération.

5. RÉVISION DE SOUMISSION

- 5.1 Les soumissions pourront être révisées au moyen d'une lettre ou d'un télémessagerie imprimé, pourvu que les révisions soient reçues **avant** l'heure de fermeture. Toute modification ayant pour effet d'augmenter le prix de la soumission doit être appuyée d'une augmentation appropriée de la garantie, si nécessaire.

6. GARANTIE DE SOUMISSION

- 6.1. Si l'appel d'offres l'exige, le soumissionnaire fournira une garantie de soumission, à ses propres frais, selon le document intitulé "Conditions de garantie de soumission".
- 6.2. Les dépôts de garantie accompagnant les soumissions seront retournés, à l'exception de celui de l'adjudicataire dont le dépôt sera conservé jusqu'au versement de la garantie de contrat selon l'Article 7 ci-dessous.

7. GARANTIE DE CONTRAT

- 7.1. Si l'appel d'offres l'exige, l'adjudicataire fournira une garantie de contrat, à ses propres frais, dans les quatorze (14) jours suivant la date d'adjudication selon le document intitulé Conditions de garantie du contrat.
- 7.2. S'il faut une garantie de contrat, toutes les soumissions **doivent être** accompagnées d'une preuve d'une banque, d'une institution financière ou d'une compagnie de cautionnement assurant que la garantie de contrat sera fournie après avis d'adjudication du contrat.

8. ASSURANCE

- 8.1. Si l'appel d'offres l'exige, l'adjudicataire fournira les assurances contractuelles, à ses propres frais, dans les quatorze (14) jours suivant la date d'adjudication selon le document intitulé "Conditions d'assurance".
- 8.2. S'il faut une assurance, toutes les soumissions **doivent être** accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance du soumissionnaire confirmant que l'assurance requise sera fournie dès l'adjudication du contrat.

9. PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

- 9.1. Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique aux contrats visant la fourniture de tous biens et prestations de services, mais non aux contrats d'achat ou de location à bail de biens immobiliers ni aux contrats de construction. Si une soumission pour la fourniture de biens et de services se chiffre à 200 000\$ ou plus et que l'entreprise du soumissionnaire emploie au moins 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel, il est **obligatoire** de respecter les conditions énoncées dans la documentation ci-jointe sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, sans quoi la soumission **ne sera pas prise en considération**.

10. PÉRIODE DE VALIDITÉ DE SOUMISSION

- 10.1 A moins d'avis contraire dans l'appel d'offres, les soumissions doivent demeurer fermes et en vigueur pendant cent vingt (120) et un jours suivant l'heure de fermeture.
- 10.2 Nonobstant l'Article 10.1, si le Ministre juge nécessaire de proroger de cent vingt (120) et un jours la période de cent vingt (120) et un jours fixée pour l'acceptation des soumissions, il en avisera le soumissionnaire par écrit avant l'expiration de la période, et le soumissionnaire aura quinze (15) jours suivant la date de réception de l'avis pour accepter par écrit la prorogation demandée dans celui-ci ou retirer sa soumission.
- 10.3 Si une garantie a été fournie et qu'il y a retrait de la soumission selon ce qui est prévu ci-dessus, le dépôt de garantie sera remboursé ou retourné sans pénalité ni intérêt. Si le soumissionnaire accepte la prorogation demandée, la période d'acceptation des soumissions sera prorogée selon ce qui est indiqué dans l'avis du Ministre. Si le soumissionnaire ne répond pas à l'avis en question, il sera considéré comme ayant accepté la prorogation indiquée dans l'avis.

11. SOUMISSIONS INCOMPLÈTES

- 11.1. Les soumissions incomplètes ou conditionnelles **seront** rejetées.
- 11.2. Les soumissions ne comportant pas les éléments obligatoires selon l'appel d'offres **seront** rejetées.
- 11.3. Si une garantie de soumission est exigée, mais n'est pas jointe à la soumission, cette dernière **sera** rejetée.

12. RÉFÉRENCES

- 12.1. Le Ministère des Pêches et Océans se réserve le droit, avant d'adjuger le contrat, d'exiger que le soumissionnaire lui soumette la preuve de certaines qualifications qu'il pourrait juger nécessaire; il prendra en considération les qualifications et compétences financières, techniques et autres du soumissionnaire.

13. CONDITION D'ADJUDICATION

13.1. Le Ministère n'est tenu d'accepter ni la plus basse ni aucune autre des soumissions

14. DROITS DU CANADA

14.1 Le Canada se réserve le droit :

- a) de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
- b) de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
- c) d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d) d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e) d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f) si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
- g) de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

MODALITÉS DE PAIEMENT

1. DÉFINITION

- 1.1 Un acompte est un paiement effectué par Sa Majesté ou en son nom après l'exécution de la partie du contrat pour laquelle le paiement est fait, mais avant l'exécution du contrat en entier.

2. JUSTIFICATION DE PAIEMENT

- 2.1 En contrepartie du respect par l'entrepreneur de toutes ses obligations aux termes des modalités et conditions du contrat ici visé, l'entrepreneur doit recevoir un paiement conformément à l'article 6 de la Clauses du Contrat Subséquent

3. MODE DE PAIEMENT

- 3.1 Un paiement mensuel pour les services rendus après l'achèvement et l'acceptation du travail à la satisfaction du représentant ministériel, après réception d'une facture détaillée.
- 3.2 Ni un rapport d'étape ni un paiement effectué par Sa Majesté ne doivent être interprétés comme une preuve que les travaux sont totalement ou partiellement terminés, satisfaisants ou conformes au contrat.
- 3.3 Un retard de la part de Sa Majesté à effectuer un paiement lorsqu'il devient échu ou payable suivant le contrat ou les modalités de paiement ne doit pas être considéré comme une rupture du contrat.
- 3.4 Si le contrat est résilié suivant la 9^e des Conditions générales, l'entrepreneur ne doit avoir aucun droit de réclamation à l'endroit de Sa Majesté, sauf pour le paiement des services fournis jusqu'à la date de cette résiliation, moins les sommes précédemment acquittées. En cas de résiliation, Sa Majesté paiera, dès que possible dans les circonstances, à l'entrepreneur le montant, s'il en existe un, payable à l'entrepreneur.

4. ADRESSE OÙ SOUMETTRE LES FACTURES

Sauf si spécifié autrement dans les conditions de paiement ou dans tout autre document qui fait partie du présent contrat, le paiement s'effectuera sur présentation d'une ou plusieurs facture(s) détaillée(s), selon les circonstances.

La facture doit être soumise par courriel à MPO **Compte Crédeur**, à l'adresse électronique indiquée ci-dessous

Courriel: DFOinvoicing-MPOfacturation@DFO-MPO.GC.CA

Veillez indiquer si vous souhaitez être payer par chèque ou MasterCard

5. LIMITE DE DÉPENSES

L'entrepreneur ne doit pas être obligé d'effectuer des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient le dépassement de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'autorité contractante n'en autorise une augmentation. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante ici identifiée du caractère suffisant du montant lorsque 75 p. 100 en sont engagés; si à tout autre moment, cependant, il considère que la limite de dépenses peut être dépassée, l'entrepreneur doit en aviser rapidement le représentant du Ministère et l'autorité contractante.

Énoncé de travail

TITRE : Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique

DURÉE DU CONTRAT

Date de début : 1^{er} août 2014

Date de fin : 31 juillet 2016

CONTEXTE

Le programme de mise en valeur des salmonidés (PMVS) de Pêches et Océans Canada (MPO) offre un programme éducatif officiel, connu sous le nom de programme Au fil de l'eau. Celui-ci vise à inciter les élèves allant du niveau de la maternelle jusqu'à la 12^e année ainsi que les Premières Nations, les communautés locales et les parties externes à participer à des activités de pêche coopérative et d'intendance des bassins hydrographiques.

Le MPO cherche des entrepreneurs pour assurer les services d'exécution et de coordination pour le programme Au fil de l'eau et les activités de sensibilisation communautaire.

SERVICES REQUIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le MPO cherche des entrepreneurs pour assurer les services d'exécution et de coordination pour le programme Au fil de l'eau et les activités connexes de sensibilisation communautaire définis par le conseiller communautaire (CC) pour la région suivante :

- Région du bas Fraser, en Colombie-Britannique.

Les services du programme Au fil de l'eau et de sensibilisation communautaire sont requis toute l'année. La prestation et la coordination de ces services seront adaptées en fonction de la région géographique. On élaborera un plan de travail pour la région en s'appuyant sur l'information fournie à l'annexe 1 (Portée des travaux). L'entrepreneur travaillera avec le CC afin de coordonner et d'assurer la prestation des services dans la région du bas Fraser.

Le travail consistera à coordonner et à soutenir l'installation des incubateurs en classe, à livrer les œufs de saumon aux écoles et à offrir de la formation pédagogique aux enseignants. La formation en question peut comprendre l'installation et l'utilisation de l'aquarium à saumon, le cycle de vie du saumon, la dissection de poissons, les écosystèmes aquatiques et les besoins du saumon en matière d'habitat, la durabilité environnementale en ce qui concerne le saumon, la migration à partir du cours d'eau jusqu'à la mer et d'autres enseignements sur le saumon dans la région. L'entrepreneur aidera les éducateurs à s'occuper des aquariums et participera au développement et à l'exécution d'un programme de remise à l'eau d'alevins au printemps.

Les activités générales du contrat comprennent notamment :

- **Les activités des programmes Les salmonidés dans la salle de classe et Au fil de l'eau** comprennent le soutien et l'administration du programme d'incubation en classe du MPO, qui compte environ 400 incubateurs. Les responsabilités et les activités comprennent l'organisation d'ateliers pour les enseignants, les communications avec les arrondissements scolaires pour que les coordonnateurs d'arrondissement soutiennent le programme, la prestation de services de soutien technique, la préparation de l'équipement et des fournitures, la coordination de la livraison des œufs de poisson avec les écloseries locales, la tenue de dossiers exacts sur les œufs transférés et les alevins remis à l'eau, et la coordination des plans d'achat d'équipement. Encourager la participation des enseignants et veiller à reconnaître les années de service.
- **Les services de formation pédagogique pour le programme d'études et les activités** offrent des séances de formation pédagogique à des groupes d'enseignants, afin d'informer ces derniers à propos du programme Au fil de l'eau et des ressources du MPO. Cela comprend des ateliers pour les enseignants qui découvrent le programme Les salmonidés dans la salle de classe et ceux qui le connaissent déjà, ainsi que la dissection de poissons. En outre, on offre des ateliers sur le terrain, à des sites de remise à l'eau des alevins, pour informer les éducateurs des activités pratiques qui permettent aux élèves de découvrir l'habitat du saumon.
- **Le programme de marquage de collecteurs d'eaux pluviales** coordonne le marquage des collecteurs d'eaux pluviales avec un symbole (poisson jaune) par les groupes pour rappeler aux citoyens que tous les collecteurs mènent à des cours d'eau et à l'océan où vivent les poissons, et fournit de la formation, de l'équipement et du soutien logistique à tous les groupes qui s'intéressent au programme de marquage de collecteurs d'eaux pluviales. Inventaire et organisation du matériel utilisé dans le cadre du programme.
- **Les activités de sensibilisation communautaire** consistent à communiquer avec les groupes communautaires de la région du bas Fraser, à assister à des événements communautaires, à soutenir des écloseries bénévoles et des organisations communautaires, à collaborer à l'amélioration des ressources du MPO et à participer aux activités de formation et d'évaluation du MPO.

La tâche consiste à administrer le programme Au fil de l'eau et les activités de sensibilisation communautaire qui s'y rattachent (annexe 1, Portée des travaux).

EXIGENCES EN MATIÈRE DE RESSOURCES

L'entrepreneur doit se munir d'un véhicule adéquat pour le transport du matériel et des fournitures du programme Les salmonidés dans la salle de classe pour les événements de sensibilisation communautaire.

LIEU DE TRAVAIL

La plupart des activités de l'entrepreneur seront menées aux endroits énumérés à l'annexe 2. On s'attend à ce que l'entrepreneur effectue les travaux associés au présent contrat aux endroits énumérés à l'annexe 2 et à son bureau. Le nombre de projets et d'écoles participantes peut fluctuer d'une année à l'autre, voire pendant une année. Si des écoles participantes abandonnent le programme, l'entrepreneur peut, à sa discrétion, envisager d'y faire participer d'autres écoles.

L'entrepreneur doit s'attendre à participer et à assister à des événements partout dans la région géographique.

LANGUE DE TRAVAIL

Les services seront fournis en anglais.

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE

Ce contrat ne comporte aucun déplacement.

COTE DE SÉCURITÉ

Le présent contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité. Toutefois, puisque l'éducation des enfants et des personnes mineurs est un élément du présent contrat, l'entrepreneur et toute personne réalisant les travaux devra obtenir une cote de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) au moyen d'une vérification des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables par des agents de la GRC avant d'obtenir le contrat.

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'entrepreneur doit maintenir une couverture d'assurance adéquate pendant toute la durée du travail contractuel. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu de ce contrat, ni ne la diminue.

Il incombe à l'entrepreneur de décider s'il doit souscrire une assurance supplémentaire pour remplir ses obligations et se conformer aux lois qui s'appliquent. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur, et est considérée comme étant pour le bien et la protection de ce dernier.

TITRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Ce contrat ne comporte aucune exigence en matière de propriété intellectuelle.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur et le CC doivent lire l'annexe 1 (Portée des travaux) et élaborer un plan de travail ensemble dans les quatre semaines suivant le début de l'exécution du contrat. L'entrepreneur est appelé à participer aux mises à jour et aux révisions à la demande

du CC ou comme le dictent les impératifs de l'exécution et de la coordination.

Il incombe à l'entrepreneur de maintenir la communication avec le CC au sujet de l'avancement et des besoins en matière de soutien technique et d'équipement dans le cadre de réunions d'avancement pour toute la durée du contrat.

Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les pratiques piscicoles sont conformes aux exigences de permis en vertu du *Règlement du Pacifique sur l'aquaculture* (RPA) pour l'utilisation d'incubateurs de saumons en classe.

Il incombe à l'entrepreneur de fournir au CC des données sur le sommaire des géniteurs étant donné qu'elles concernent le « permis pour l'utilisation d'un incubateur de salmonidés en salle de classe ».

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE PÊCHES ET OCÉANS CANADA

Le CC est la principale personne-ressource et détient le pouvoir décisionnel final en ce qui concerne les questions liées aux activités payées dans le cadre du présent contrat.

Il incombe au CC de fournir à l'entrepreneur une bonne connaissance et un permis de mise en valeur communautaire en vertu du RPA pour les projets qu'il soutient. Il incombe au CC de s'assurer que les conditions du permis de mise en valeur communautaire en vertu du RPA sont satisfaites. Le personnel du MPO surveillera le rendement en ce qui a trait au RPA (listes de contrôle pour la surveillance de la gestion de la santé du poisson). Il incombe au CC de relever, de documenter et d'aider à résoudre les problèmes liés au rendement inadéquat en ce qui a trait au RPA dans le cadre du programme Les salmonidés dans la salle de classe.

Il incombe au CC de fournir et d'approuver des modèles pour la tenue de registres biologiques.

Il incombe au CC de fournir du matériel de référence à l'appui des objectifs du contrat, comme les manuels sur le programme Les salmonidés dans la salle de classe, les lignes directrices et les politiques biologiques du MPO ainsi que l'équipement, les documents et les fournitures nécessaires à l'atteinte des objectifs du contrat.

Le CC et l'agent de passation de marchés doivent approuver toute modification apportée aux activités ou aux éléments livrables du contrat.

NIVEAU D'EFFORT

Le niveau d'effort pour chaque région géographique et activité de projet est estimé à l'annexe 1 (Portée des travaux).

TITRE : Coordonnateur de l'enseignement pour la région du bas Fraser, en Colombie-Britannique

La zone de service est la région du bas Fraser en Colombie-Britannique, laquelle s'étend de D'Arcy à Hope.

Appendice 1				
Portée des travaux, matériel de référence et produits livrables				
Activité	Moment et niveau d'effort estimé (heures)	Activité ou tâche du projet	Soutien du MPO	Produits livrables et rapports
<p>Les salmonidés en classe et les activités</p> <p>Au fil de l'eau</p>	<p>Toute l'année</p> <p>Entre 1 000 et 1 200</p>	<p>Au besoin, pour les projets énumérés dans l'annexe A sur le bas Fraser et conformément à l'entente avec le CC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer un plan avec le CC en vue de la prochaine saison. • Conseiller et former les coordonnateurs, et communiquer avec eux pour se préparer à la prochaine saison. • Acheter le matériel pour le programme. • Coordonner et offrir les séances de formation pédagogique pour la région du bas Fraser, livrer l'équipement et les fournitures et reconnaître les enseignants. • Actualiser et tenir les inventaires d'œufs/alevins et d'équipement pour toutes les écoles de la région. • Livrer les œufs aux classes 	<p>Permis délivrés aux termes du <i>Règlement du Pacifique sur l'aquaculture</i>, procédures de gestion exemplaires du Programme de mise en valeur des salmonidés.</p> <p>Articles pour la reconnaissance des enseignants.</p> <p>Œufs de saumon pour le programme de la région du bas Fraser.</p> <p>Fournitures pour le programme de salmonidés en classe, aquariums, filtres, nécessaire d'essai pour l'eau, produits pour adoucir l'eau, autre équipement, s'il y a lieu.</p> <p>Articles dont les enseignants peuvent se servir en classe, autocollants, macarons, chaînes</p>	<p>Données pour la présentation du sommaire sur les géniteurs; sommaires en saison pour respecter les exigences du <i>Règlement du Pacifique sur l'aquaculture</i>.</p> <p>Résumés deux fois par année (septembre et juin) dans lesquels on précise les enseignants, les écoles et les coordonnateurs participants, ainsi que l'emplacement et le type des refroidisseurs.</p>

		<p>participantes et effectuer le suivi – dépanner au besoin.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recueillir et préparer le saumon adulte, présenter les ateliers de dissection du saumon et livrer le poisson disséqué. • Ateliers sur le terrain pour montrer les sites de remise à l'eau aux enseignants et donner de la formation pédagogique aux enseignants. • Administrer et tenir à jour le site Web « Les salmonidés dans la salle de classe ». • Participer à la formation et aux groupes de travail du MPO indiqués par le CC. 	<p>porte-clés, affiches, etc. Impression et photocopie au besoin. Aliments piscicoles pour le poisson incubé en classe. Fournir du saumon pour les dissections en classe, fournir un assistant pour la préparation du poisson et fournir des aires de rangement et des congélateurs pour le poisson. Format du rapport sommaire sur les géniteurs. Soutien du CC et rangement pour le matériel au besoin.</p>	<p>Résumé des adultes recueillis pour les dissections en classe.</p>
<p>Matériel d'éducation et de sensibilisation</p>	<p>Toute l'année Entre 75 et 100</p>	<p>Au besoin, pour les projets énumérés dans l'annexe A sur le bas Fraser et conformément à l'entente avec le CC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la communication en assurant la liaison entre le personnel du MPO, les écoles et les éducateurs. • S'occuper du bulletin et du site Web « Les salmonidés dans la salle de classe ». • Soutenir le réseau des coordonnateurs de l'enseignement de la région. • Concevoir et mettre à jour le 	<p>Les CC doivent travailler au processus d'élaboration et d'examen avec Environnement Canada, s'il y a lieu. Impression et photocopie au besoin. Soutien du CC et rangement pour le matériel au besoin.</p>	<p>Mises à jour et rapports dans le résumé mensuel ou à la demande du CC.</p>

		matériel pédagogique connexe au besoin. <ul style="list-style-type: none"> • Fournir du soutien aux écoles communautaires et aux groupes d'intendance s'il y a lieu. 			
Marquage de collecteurs d'eaux pluviales	Toute l'année Entre 200 et 250	<p>Au besoin, pour les projets énumérés dans l'annexe A sur le bas Fraser et conformément à l'entente avec le CC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien un réseau de soutien de partenaires communautaires en gestion de la prestation des services dans la région du bas Fraser. • Communiquer avec les CC pour s'assurer que les fournitures sont achetées, entretenues et distribuées au besoin. 	<p>Acheter les fournitures et l'équipement nécessaires, si les budgets le permettent.</p> <p>Chercher de nouvelles possibilités de financement avec Environnement Canada.</p> <p>Soutien du CC et rangement pour le matériel au besoin.</p>	Mises à jour et rapports dans le résumé mensuel ou à la demande du CC.	
Relations communautaires	Toute l'année Entre 300 et 400	<p>Au besoin, pour les projets énumérés dans l'annexe A sur le bas Fraser et conformément à l'entente avec le CC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunir le matériel et le distribuer aux groupes selon les besoins. • Soutenir les nouveaux groupes. • Participer aux groupes communautaires et les soutenir dans leurs événements et leurs activités de sensibilisation. 	<p>Matériel de référence, présentations, affiches et autres articles nécessaires pour réaliser les activités.</p>	Mises à jour et rapports dans le résumé mensuel ou à la demande du CC.	
Autres activités	Toute l'année Entre 75 et	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier communautaire du Programme de mise en valeur des salmonidés organisé toutes les 	<p>Fournir l'information, les fournitures et le matériel requis pour accomplir les tâches</p>	Mises à jour et rapports dans le résumé mensuel ou à la demande du CC.	

	100	<p>deux années (impaires).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Événement de reconnaissance des bénévoles du Programme de mise en valeur des salmonidés et du Programme de participation communautaire organisé toutes les deux années (paires). • Conception et examen de nouveau matériel et de nouvelles ressources pédagogiques. • Soutien pour les expositions « de l'œuf et à l'alevin ». 	attribuées.	Trousse d'inscription à l'atelier communautaire du Programme de mise en valeur des salmonidés.
Production de rapports	Entre 35 et 45	<ul style="list-style-type: none"> • Compte rendu mensuel des activités d'Environnement Canada. • Autres rapports et résumés à la demande des CC. 		Rapports mensuels et autres résumés à la demande des CC.

APPENDICE 2

Projets de participation communautaire dans le bas Fraser

Zone de service du CC	Titre du projet
Bras de mer Burrard et Indian, Vancouver	Gardiens de la plage Belcarra
	Résidents de Buntzen Bay
	Burnaby Fish and Game Club
	Société de mise en valeur du milieu marin de la baie Burrard – École secondaire Centennial
	Projet de la crique Morten
	Société d'intendance de la crique Mosquito
	Projet de la crique Musqueam
	North Shore Fish and Game Club
	Gardiens des cours d'eau de North Shore
	Société écologique de Port Moody
	Centre éducatif du milieu marin de Reed Point
	Projet Schoolhouse North
	Société des salmonidés de Seymour (PDÉC)
	Gardiens des cours d'eau de Spanish Bank
	Kinder Morgan Westridge Terminal
	Rive Nord du Fleuve Fraser, de Burnaby à Mission
District scolaire de Vancouver	
District scolaire de North Vancouver	
Port Coquitlam & District Hunting and Fishing Club (Écloserie commémorative Alan Grist)	
Écloserie ALLCO – bassin hydrographique de la rivière Alouette	
Société de gestion de la rivière Alouette	
Gardiens de cours d'eau du ruisseau Becker – bassin hydrographique de la rivière Brunette	
Écloserie Bell-Irving du ruisseau Kanaka – bassin hydrographique Kanaka	
Gardiens des cours d'eau du ruisseau Byrne, Bassin hydrographique du ruisseau Byrne, versant sud de la Stream of Dreams Mural Society de Burnaby	
Initiative du bassin hydrographique de Coquitlam	
Gardiens des cours d'eau du ruisseau Eagle – bassin hydrographique de la rivière Brunette	
Société du bassin hydrographique de Hoy/Scott et Écloserie Optimist – bassin hydrographique Coquitlam	
Société du bassin hydrographique de la crique Hyde – bassin hydrographique de la rivière Pitt	
Kanaka Education and Environmental Partnerships Society	
Gardiens des cours d'eau du ruisseau Kaymar – tributaires du fleuve Fraser	
Gardiens des cours d'eau du ruisseau Maple – bassin hydrographique de Coquitlam	
Projet d'aide au saumon du Fraser Nord	
Mise en valeur du saumon et gardiens des cours d'eau de River Springs – bassin hydrographique de Coquitlam	

	Sapperton Fish & Game Club – bassin hydrographique de la rivière Brunette
	Société de la mise en valeur des salmonidés de la vallée Stave – ruisseaux Silvermere, Chester et les bassins hydrographiques du lac Silvermere
	Comité environnemental du ruisseau Stoney – bassin hydrographique de la rivière Brunette
	District scolaire de Burnaby
	District scolaire de Coquitlam
	District scolaire de Maple Ridge
	District scolaire de New Westminster
West Vancouver et baie Howe	Bowen Island Fish and Wildlife Club
	District de Squamish, Environnement
	District de West Vancouver, Environnement
	North Shore Wetland Partners
	École de plein air North Vancouver
	Société du bassin hydrographique de la rivière Squamish
	Société de préservation du littoral de West Vancouver
	Gardiens des cours d'eau de West Vancouver
	District scolaire de West Vancouver
	District scolaire de Squamish
	District scolaire de Pemberton/Whistler
Rive sud du Fleuve Fraser jusqu'à Abbotsford	Mise en valeur du ruisseau Cougar Canyon
	Écloserie Little Campbell (Semiahmoo Fish & Game Club)
	Société de mise en valeur de Nicomekl
	Écloserie Tynehead
	District scolaire de Delta
	District scolaire de Langley
	District scolaire de Richmond
	District scolaire de Surrey
Mission/Abbotsford jusqu'au-delà de Hope	Société de mise en valeur des salmonidés du parc du ravin d'Abbotsford
	Gardiens des cours d'eau du ruisseau Byrne
	Gardien des cours d'eau de l'école secondaire de Chilliwack
	Société de restauration de la rivière Chilliwack Vedder
	Stratégie d'intendance de l'habitat aquatique du lac Cultus
	Festival du pygargue à tête blanche de la vallée du Fraser
	Fraser Valley Conservancy
	Coalition des bassins hydrographiques de la vallée du Fraser
	Gardiens des cours d'eau de la rivière Miami
	Projet des Premières Nations Skowkale
	Yarrow Ecovillage
	District scolaire d'Abbotsford
	District scolaire de Chilliwack/Hope
	District scolaire de Mission

F5211-140110
CRITÈRES D'ÉVALUATION

EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les propositions seront évaluées en fonction des critères d'évaluation obligatoires décrits ci-après. Les soumissionnaires doivent démontrer clairement que leur proposition répond à toutes les exigences obligatoires afin qu'elle puisse passer à l'étape d'évaluation suivante. Les propositions qui ne répondront pas aux critères obligatoires ne seront pas retenues.

Le soumissionnaire doit inclure le tableau suivant dans sa proposition, en indiquant que celle-ci répond aux critères obligatoires, et indiquer le numéro de la page ou la section de la proposition qui contiennent les renseignements permettant de vérifier que les critères sont respectés.

La proposition devrait comprendre une déclaration indiquant la raison sociale selon laquelle l'entrepreneur exerce ses activités légalement.

Critères obligatoires	Satisfait aux critères (v)	N° de page de la proposition
O1 Les soumissionnaires doivent indiquer clairement la ou les zones géographiques pour lesquelles ils présentent une ou des soumissions.		
O2 Les soumissionnaires/entreprises doivent donner les noms des personnes qu'ils entendent affecter au projet pour l'exécution des tâches décrites dans l'énoncé des travaux et fournir des curriculums vitæ détaillés.		
O3 Les soumissionnaires doivent démontrer qu'eux-mêmes, ou le personnel proposé, ont fourni avec succès des services semblables à ceux indiqués dans l'énoncé des travaux. Pour démontrer leur expérience, les soumissionnaires doivent fournir des détails sur au moins deux (2) projets réalisés au cours des cinq (5) dernières années précédant la date de clôture de la présente DP. Les soumissionnaires doivent indiquer : <ul style="list-style-type: none">- le nom du client- la période où les services ont été fournis- une description détaillée des services fournis- les noms des personnes-ressources, leur poste et/ou leur titre et leurs coordonnées aux fins de vérification- suffisamment d'information pour effectuer une évaluation technique des exigences cotées		

EXIGENCES COTÉES

Les soumissionnaires doivent obtenir une note minimale de 70 % dans les catégories 1 à 4 des exigences cotées pour être jugés conformes. Les propositions qui ne recevront pas une note minimale de 70 % seront jugées irrecevables sur le plan technique et ne feront l'objet d'aucune autre évaluation.

<p>C1 Expérience récente avérée (au cours des cinq dernières années) de formation offerte à des enseignants sur la prestation de programmes d'enseignement sur l'environnement à des élèves du primaire et du secondaire. (Maximum 35 points)</p> <p>C2 Résumé de la démarche proposée pour l'exécution et la coordination des activités décrites dans la portée des travaux, du point de vue du cycle biologique du saumon et des besoins de cette espèce en matière d'habitats. (15 points)</p> <p>C3 Expérience avérée et bonne connaissance de la collaboration avec des groupes communautaires, des bénévoles, les Premières Nations ou des étudiants. (15 points)</p> <p>C4 Connaissance des aspects techniques concernant l'entretien et l'utilisation d'incubateurs (aquariums) de salmonidés en classe. (10 points)</p>	
--	--

Total de points (exigences cotées 1 à 7) : 75 points maximum/53 points minimum

Les propositions **DOIVENT** recevoir une note totale d'au moins 70 % dans la catégorie des exigences cotées ci-dessus afin d'être jugées recevables sur le plan technique.

PRIX

Évaluation des coûts (maximum de 25 points)

Parmi les propositions recevables sur le plan technique, la proposition qui présente le coût le plus bas obtiendra le maximum de points (25 points). Des points seront accordés au prorata du coût de chacune des autres propositions recevables sur le plan technique. Les propositions qui excèdent le budget annuel maximum seront disqualifiées du processus compétition.

MÉTHODE DE SÉLECTION

Le contrat sera accordé au soumissionnaire conforme qui aura obtenu le meilleur résultat, en combinant les points attribués aux critères cotés et aux coûts, et qui ne dépassera pas le budget annuel maximum. Les montants du budget annuel maximum pour chaque zone de sélection sont :

Le budget annuel maximum : **Bas Fraser**

Année 1 \$81,000.00 and Année 2 \$82,500



CONDITIONS GÉNÉRALES SERVICES MINEURS

1. Dans le contrat

- 1.1 “*Ministre*” désigne le ministre des Pêches et des Océans et toute autre personne habilitée à le représenter.
- 1.2 “*Contrat*” désigne une entente écrite entre les parties qui intègre les présentes conditions générales et tous les documents mentionnés dans le contrat et qui peut être modifiée de temps à autre par les parties.
- 1.3 “*Entrepreneur*” désigne le fournisseur et toute autre partie au contrat que la Couronne.
- 1.4 “*Travaux*” désigne, à moins de stipulation contraire dans le contrat, tout ce qui doit être fait, fourni ou livré par l’entrepreneur pour s’acquitter de ses *obligations aux termes du contrat*.
- 1.5 “*Novation*” désigne le remplacement d’un contrat existant par un nouveau contrat conclu entre les mêmes parties ou des parties différentes.
- 1.6 “*S’applique au profit de*” : désigne profite à l’usage, au bénéfice ou à l’avantage d’une personne.

2. En cas de contradictions ou de divergences entre les présentes Conditions générales et les autres documents faisant partie de ce contrat, les Conditions générales prévalent.

3. Ce contrat, y compris les présentes Conditions générales, constitue le contrat entier entre le Ministre et l’entrepreneur, et aucune variation de celui-ci, quelque soit le texte ou les conditions de l’acceptation de l’entrepreneur, ne vaudra, sauf si le Ministre y consent spécifiquement par écrit. Aucune coutume locale, générale ou commerciale ne sera censée modifier les conditions mentionnées aux présentes.

4. Le contrat s’appliquera au profit des parties, et les liens ainsi que leurs exécuteurs, administrateurs, successeurs et cessionnaires.

5. Cession, novation et sous-traitance

5.1 Le contrat ne peut être cédé sans l’autorisation écrite préalable du Ministre. Toute cession faite sans cette autorisation est nulle et non avenue.

5.2 La cession du contrat ne libère pas l’entrepreneur de ses obligations aux termes de celui-ci et n’en impose pas à la Couronne ou au Ministre.

5.3 Toute cession des droits de la Couronne effectuée par le Ministre doit inclure la novation du cessionnaire du Ministre à titre de partie au contrat. L’entrepreneur est contraint d’accepter la novation. Les parties signeront et remettront rapidement tous les documents raisonnablement exigibles pour exécuter la novation.

5.4 L’entrepreneur ne peut sous-traiter une partie ou la totalité des travaux sans l’autorisation écrite préalable du Ministre. Tous les sous-contrats doivent intégrer les conditions et modalités du contrat raisonnablement applicables.

6. Les prix tels qu’indiqués dans ce contrat sont définitifs, et à moins d’indication contraire dans la présente, comprennent toutes les taxes applicables (à l’exception de la TPS), les frais généraux et toutes autres charges. Le ministère est exempt de TVQ.

7. Aucun versement ne sera fait à l’entrepreneur à moins que ou jusqu’à ce que la (les) facture (s) et tout autre document s’y rattachant ne soient soumis conformément aux conditions des présentes et que l’entrepreneur, sur demande, confirme à la satisfaction du représentant du Ministère que tous matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés pour lesquels un paiement est effectué sont francs et quittes de toute réclamation légitime.



8. Sauf s'il est autrement spécifié dans le présent contrat, le(s) paiement(s) ne sera(ont) effectué(s) qu'en monnaie canadienne sur présentation des documents nécessaires et après livraison de toutes marchandises et/ou fourniture de tous les services tels qu'identifiés dans les présentes. Un tel paiement ne constituera pas l'acceptation de l'achèvement satisfaisant de ce contrat.
9. Les cahiers des charges, spécifications, dessins, échantillons, modèles et matrices que le Ministre fournit à l'entrepreneur aux fins d'exécution de ce contrat ne seront utilisés que pour l'achèvement des travaux et pour nul autre but ou besoin sauf que par consentement écrit du représentant du Ministère, et sont réputés appartenir au Ministre et doivent lui être renvoyés, sur sa demande, aux frais de l'entrepreneur.
10. Le contrat, les spécifications et tous renseignements fournis, utilisés ou divulgués en rapport aux travaux sont confidentiels et sont classifiables en rapport au degré de précaution nécessaire pour leur sauvegarde. L'entrepreneur prendra en tout temps, toutes mesures nécessaires incluant toutes mesures dictées par le représentant du Ministère afin de sauvegarder ceux-ci.
11. Le temps est de l'essence du contrat et tous les délais sont de rigueur, à moins de stipulation contraire.
12. L'entrepreneur certifie qu'aucun pot-de-vin ou récompense n'a été payé, donné, promis ou offert à aucun fonctionnaire et/ou employé de Sa Majesté pour ou aux fins d'obtention du contrat par l'entrepreneur.
13. Aucun député de la Chambre des communes du Canada ne pourra participer au contrat ni en bénéficier d'aucune façon.
14. L'entrepreneur devra se conformer à toutes les lois, règlements, politiques et procédures, tant provinciales que fédérales, qui régissent les conditions de travail et les salaires ainsi que la santé et la sécurité des travailleurs.
15. L'Entrepreneur doit obtenir et conserver tous les permis et certificats d'approbation nécessaires pour la réalisation des travaux. Tous les permis et certificats d'approbation doivent être en règle et satisfaire à toutes les lois fédérales, provinciales et municipales applicables. L'Entrepreneur doit également, sur demande, pouvoir en fournir des copies au gouvernement du Canada.
16. L'Entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité de tous ceux qui ont accès aux lieux des travaux et doit respecter toutes les lois, les politiques et les procédures fédérales, provinciales et municipales sur la santé et la sécurité. Ce sont les lois, politiques et procédures les plus rigoureuses qui priment.
17. L'Entrepreneur doit veiller à ce que tous ceux qui ont accès aux lieux des travaux adoptent un comportement sécuritaire et portent ou utilisent les vêtements, les outils, l'équipement et les appareils de sécurité réglementaires.
18. L'Entrepreneur est chargé de veiller à ce que tous ceux qui participent aux travaux aient suivi une formation appropriée relativement à toutes les procédures de sécurité nécessaires.
19. Le Ministre peut en tout temps suspendre entièrement ou partiellement le travail de l'entrepreneur par un avis écrit.
20. Ce contrat peut être résilié en entier ou en partie par le Ministre par un avis écrit. Advenant une telle résiliation, l'entrepreneur n'aura droit à aucun paiement ou rétribution sauf que d'être payé aux termes et en conformité aux clauses du présent contrat pour le travail accompli jusqu'à la date de résiliation indiquée sur ledit avis.
21. L'entrepreneur gardera des relevés (comptes ou registres) appropriés des coûts et de toutes les dépenses qu'il engagera dans le cadre du présent contrat, incluant les factures payées. Les relevés et les dépenses incluant les factures payées doivent être placés à la disposition du Ministre pour vérification et inspection, à n'importe quel temps.
22. L'entrepreneur garantira et protégera Sa Majesté et le Ministre contre tous dommages, réclamations, pertes, coûts, dépenses, actions, et autres poursuites, faits, soutenus, présentés, intentés, ou dont on menace Sa Majesté ou le Ministre de les intenter ou présenter, de n'importe quelle manière, et fondés sur, occasionnés par, ou attribuables à une blessure



ou au décès d'une personne ou à des actes ou dommages à la propriété provenant d'une action, de la négligence, d'omission ou d'un retard volontaire ou non de la part de l'entrepreneur, de ses employés ou de ses mandataires dans l'exercice réel ou supposé de leurs fonctions, ou conséquemment à l'exercice de leurs fonctions.

23. L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch.9, art.2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

24. Il est entendu que quiconque, au cours de la durée du contrat, participe à l'exécution des travaux doit se conduire conformément aux principes énoncés dans le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (1994), qui sont identiques à ceux du Code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat s'appliquant à la fonction publique (1985), outre le fait que les décisions seront prises dans l'intérêt public et en fonction de chaque situation. Tout avantage obtenu au cours de la durée du contrat qui entraînerait un conflit d'intérêts ou semblerait contredire ces principes doit être immédiatement signalé par l'entrepreneur au représentant du Ministère.

25. Statut de l'entrepreneur

Le présent contrat est une entente de services, et l'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin de fournir les services prévus au contrat. Ni l'entrepreneur ni son personnel, y compris, sans s'y limiter, ses fonctionnaires, mandataires, employés ou sous-traitants, ne sont des employés, des préposés ou des mandataires de la Couronne, et la conclusion du contrat n'a pas pour effet de nommer ou d'embaucher l'entrepreneur ou son personnel à titre de fonctionnaires, de mandataires ou d'employés de la Couronne.

26. Considérations environnementales

26.1 La préférence sera accordée aux biens et services considérés comme étant écologiquement supérieurs dans le cadre des capacités techniques et économiques existantes. Le choix des biens et des services sera fonction de leur utilisation efficace de l'énergie et des ressources naturelles, de leur capacité d'être réutilisés ou recyclés et des moyens de s'en débarrasser sans danger.

26.2 Il convient de tout mettre en œuvre pour acheter des produits qui portent une certification environnementale ou faire preuve de discernement pour obtenir des produits qui nuisent le moins possible à l'environnement.

26.3 L'entrepreneur qui exécute les travaux en vertu du présent contrat doit se conformer intégralement aux dispositions de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, la *Loi sur les pêches* et de règlements comme le *Règlement sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, ainsi qu'aux ordres permanents, politiques et procédures du ministère des Pêches et des Océans concernant la protection environnementale.

26.4 L'entrepreneur doit être conscient de ses obligations découlant de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, qui prévoit que toute personne doit prendre les mesures concrètes et raisonnables qui conviennent pour prévenir ou réduire au minimum les dommages à l'environnement ou les nuisances que ses activités causent ou sont susceptibles de causer.

26.5 Tout ce qui est fait ou omis d'être fait par l'entrepreneur ou ses employés et qui compromet le ministère des Pêches et des Océans dans ses obligations en vertu des lois environnementales peut donner lieu à la résiliation immédiate du contrat. Les amendes, frais ou dépenses imposés au Ministre en raison d'infractions à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* commises par l'entrepreneur seront intégralement déduits des paiements à verser à l'entrepreneur.



27. Sa Majesté paiera pour les travaux accomplis :

- 27.1 dans le cas d'un paiement autre que le dernier, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une formule de demande de paiement partiel dûment remplie, ou
- 27.2 dans le cas du dernier paiement partiel, ou quand le contrat spécifie le paiement sur l'achèvement du travail, dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle la dernière formule dûment remplie ou la facture a été reçue conformément aux conditions du contrat, ou dans les trente (30) jours suivant la fin des travaux, la seconde de ces deux dates étant retenue.
- 27.3 Si Sa Majesté s'oppose au contenu de la demande de paiement partiel ou de la facture, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant la réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection. On entend par "formulaire de demande de paiement ou de la facture" une demande ou une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par Sa Majesté. Si Sa Majesté ne donne pas suite dans les quinze (15) jours, la date stipulée aux Articles 26.1 et 26.2 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

28. Paiement d'intérêts sur les comptes en souffrance

28.1 Dans le présent article :

« *Taux moyen* » - Moyenne arithmétique simple du taux d'intérêt bancaire en vigueur à 16 h (heure normale de l'Est) chaque journée du mois civil qui précède immédiatement le mois civil au cours duquel le paiement est effectué.

« *Taux d'intérêt bancaire* » - Taux d'intérêt établi de temps à autre par la Banque du Canada à titre de taux minimum des avances à court terme qu'elle consent aux membres de l'Association canadienne des paiements.

« *Date de paiement* » - Date du titre négociable tiré par le Receveur général en vue du paiement d'un montant dû et exigible.

« *Dû et exigible* » - Montant dû et exigible en vertu du contrat.

« *Compte en souffrance* » - Montant impayé le lendemain du jour où il devient dû et exigible.

- 28.2 Le Ministre est tenu de verser à l'entrepreneur des intérêts simples au taux moyen plus 3 pour cent par an sur tout compte en souffrance à partir de la date à laquelle le compte devient en souffrance et jusqu'à la veille du jour où le paiement est effectué, inclusivement. Les intérêts courus sur les comptes en souffrance ne seront pas exigibles ou payés si le paiement reste en souffrance moins de quinze (15) jours, à moins que l'entrepreneur ne les réclame.
- 28.3 Le Ministre ne sera pas tenu de verser des intérêts s'il n'est pas responsable du retard de paiement.
- 28.4 Le Ministre ne sera pas tenu de verser des intérêts sur les versements d'avance en souffrance.

29. Attestation – Honoraires conditionnels

- 29.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas, directement ou indirectement, versé et il convient qu'il ne versera pas, directement ou indirectement, d'honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat à quiconque en dehors d'une personne qui, dans l'exercice normal de ses fonctions, est censée recevoir des honoraires conditionnels.
- 29.2 Tous les comptes et registres relatifs au paiement d'honoraires conditionnels sont assujettis aux dispositions de cet article.



29.3 Si l'entrepreneur fait une déclaration fautive ou trompeuse ou s'il ne tient pas l'engagement pris en vertu de cette disposition, le Ministre peut, à sa discrétion, résilier le contrat pour manquement aux engagements en vertu de l'article 20 ou récupérer le montant complet d'honoraires conditionnels en les soustrayant du prix du contrat ou en les déduisant d'autres montants que la Couronne doit à l'entrepreneur en vertu du contrat.

29.4 **Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.**

29.4.1 « *Honoraires conditionnels* » - Tout paiement ou autre rémunération calculé en fonction du degré de succès obtenu dans la sollicitation ou l'obtention d'un contrat du gouvernement fédéral ou dans la négociation de la totalité ou d'une partie de ses modalités.

29.4.2 « *Personne* » - Inclut, sans s'y limiter, un employé, un mandataire ou un cessionnaire de l'entrepreneur, un particulier ou un groupe, une entreprise, un partenariat, une organisation ou une association et, sans limiter le caractère général de ce qui précède, toute personne qui est tenue de s'inscrire auprès du registraire en vertu de l'article 5 de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.C. (1985), ch. 44 (4^e supplément) (modifiée).

30. **Paie forfaitaire – Programmes de réduction des effectifs**

30.1 Il est entendu :

30.1.1 que l'entrepreneur a déclaré au ministre tout paiement forfaitaire qu'il a reçu au titre d'un programme de réduction des effectifs, notamment, mais non exclusivement, de la Politique de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui a pour objet de réduire la fonction publique;

30.1.2 que l'entrepreneur a informé le Ministre des modalités du programme de réduction des effectifs aux termes duquel il a reçu un paiement forfaitaire ainsi que de la date à laquelle prend fin la période visée par ce paiement, du montant du paiement forfaitaire et du taux de rémunération sur lequel le montant forfaitaire a été calculé.

31. **Assurance responsabilité et assurance-invalidité**

L'entrepreneur doit posséder et maintenir, tout au long de l'exécution des travaux visés par le présent contrat, une assurance suffisante pour se protéger entièrement contre toute firme, personne, association ou société, grâce à une police de responsabilité civile pour dommages matériels, blessures corporelles et pertes ou dommages matériels découlant de l'exécution des travaux ou y afférents. Les risques couverts par cette assurance doivent inclure tous les risques encourus par l'entrepreneur durant les travaux.

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit fournir une preuve que toutes les exigences prévues par les dispositions législatives provinciales relatives à l'indemnisation des accidents du travail ou par d'autres dispositions semblables ont été respectées, ou fournir une preuve, dans une forme acceptable pour le ministre, qu'il a souscrit à une assurance-invalidité couvrant les accidents de travail.

32. **Sanctions internationales**

32.1 Les particuliers et les entreprises du Canada sont liées par les sanctions économiques que le Canada impose aux termes de règlements adoptés en vertu de la Loi sur les Nations Unies, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. 1992, ch. 17 ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. Il s'ensuit que le Canada ne peut accepter de biens et services en provenance, directement ou indirectement, de pays assujettis à des sanctions économiques. À la signature du contrat, les



sanctions économiques applicables sont celles qui sont décrites à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>

- 32.2 Il est entendu que l'entrepreneur ne doit pas fournir au Canada de biens et de services assujettis à des sanctions économiques telles que le décrit le paragraphe 31.1.
- 32.3 Si, au cours de l'exécution des travaux, un pays ou des biens et services sont ajoutés à la liste des pays et biens et services sanctionnés et que cela empêche l'entrepreneur de remplir son contrat, la situation sera considérée par les parties comme un retard justifiable. L'entrepreneur informera aussitôt le Ministre de la situation, sur quoi les procédures applicables prévues deviendront applicables.

33. Code de conduite pour l'approvisionnement

- 33.1 Le *Code de conduite pour l'approvisionnement* prévoit que les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent, présenter des soumissions et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat. En vue d'assurer l'ouverture, l'équité et la transparence au cours du processus d'attribution, les activités suivantes sont interdites :
- a) le paiement d'honoraires conditionnels par toute partie du contrat à une personne pour qui la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, L.R. 1985, cg. 44, (4^e supplément) s'applique;
 - b) la corruption et la collusion au cours du processus d'attribution de tout contrat pour la fourniture de biens et de services.

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il satisfait aux exigences susmentionnées.

En outre, le soumissionnaire reconnaît que la commission de certaines infractions peut le rendre inadmissible à l'attribution d'un contrat. En présentant une soumission, le soumissionnaire déclare qu'il n'a jamais été reconnu coupable de l'une des infractions visées à l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), à l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), à l'article 380 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*), ou à l'article 418 (*l'ente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*) du *Code criminel du Canada* ou de l'une des infractions visées à l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), au paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou à l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

- 33.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a lu le *Code de conduite pour l'approvisionnement* et qu'il accepte de s'y conformer.
- 33.3 Pour plus d'informations, l'entrepreneur peut se référer au site de TPSGC suivant : <http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/cndt-cndct/tdm-toc-f.html>

CONDITIONS D'ASSURANCE DES MARCHÉS DE SERVICES

Le Fournisseur doit fournir et maintenir, à ses propres frais, les assurances suivantes :

1. DÉFINITIONS

- 1.1. "Contrat" signifie "Commande d'achat".
- 1.2. "Agent des achats" signifie les organismes ou personnes du Ministère qui ont obtenu le pouvoir de procéder à la passation de marchés requis dans le ministère.

2. INDEMNISATION

- 2.1. La protection d'assurance prescrite par les présentes conditions d'assurance ne doit aucunement limiter la responsabilité du Fournisseur en vertu de l'article d'indemnisation des conditions générales du contrat. Toute protection supplémentaire que le Fournisseur peut juger nécessaire pour remplir ses obligations en vertu de la clause d'indemnisation doit être obtenue à sa propre discrétion et à ses propres frais.

3. PÉRIODE D'ASSURANCE

- 3.1. L'assurance doit s'étendre depuis la date d'adjudication du contrat et être gardée en vigueur jusqu'au jour où se terminent les travaux.

4. PREUVE D'ASSURANCE

- 4.1. Dans les (14) jours de l'acceptation de l'offre du Fournisseur, celui-ci doit déposer auprès de l'agent des achats l'original ou les copies authentiques de tous les documents de contrats d'assurance maintenus par le Fournisseur, conformément aux exigences des présentes conditions d'assurance.

5. AVIS

- 5.1. Chaque police d'assurance doit renfermer une disposition prévoyant la présentation d'un préavis écrit à Sa Majesté trente (30) jours avant de procéder à tout changement matériel, à toute annulation et (ou) expiration de la protection.

6. ASSURES

- 6.1. Chaque police d'assurance doit assurer le Fournisseur et doit inclure à titre d'Assuré dénommé additionnel, Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Ministre des Pêches et Océans.

7. PAIEMENT DE LA FRANCHISE

- 7.1. Le montant de la franchise, s'il en est, doit être assumé par le Fournisseur.

8. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE ET POUR DOMMAGES MATÉRIELS

8.1. Le Fournisseur doit posséder et maintenir, tout au long de l'exécution des travaux visés par le présent contrat, une assurance suffisante pour se protéger entièrement contre toute firme, personne, association ou société, grâce à une police de responsabilité civile pour dommages matériels, blessures corporelles et pertes ou dommages matériels découlant de l'exécution des travaux ou y afférents.

La somme minimum acceptable est de 1 000 000 \$.

8.2. La police doit prévoir un montant de franchise d'au plus **500 \$** par incident, s'appliquant uniquement aux dommages matériels.

9. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ ENVERS LES TIERS POUR LES VÉHICULES ET LES ÉQUIPEMENTS POSSÉDÉS, LOUÉS, UTILISÉS OU EXPLOITÉS PAR LE FOURNISSEUR

9.1. Le Fournisseur doit fournir un avenant à la police d'assurance de responsabilité civile et pour dommages matériels pour inclure l'assurance de responsabilité envers les tiers pour les véhicules et les équipements possédés, loués, utilisés ou exploités par le Fournisseur. **La somme minimum acceptable est de 1 000 000 \$.**

10. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ LÉGALE DES LOCATAIRES (SI APPROPRIÉ)

10.1. Le Fournisseur doit fournir un avenant à la police d'assurance contre la responsabilité civile et pour dommages matériels pour protéger les lieux confiés à sa garde et à sa surveillance d'un **montant minimum de 500 000 \$.**

INSTRUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES AUX SOUMISSIONNAIRES (DEMANDES DE SOUMISSIONS NON CONCURRENTIELLES POUR LES SERVICES) – ATTESTATION POUR ANCIEN FONCTIONNAIRE

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Aux fins de cette clause,

« **ancien fonctionnaire** » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« **période du paiement forfaitaire** » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« **pension** » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? **OUI** () **NON** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Un contrat visant la prestation des services d'un ancien fonctionnaire qui est retraité depuis moins d'un an et qui touche une pension, comme défini ci-dessus peut faire l'objet d'une

réduction d'honoraire (formule de réduction des honoraires), en vertu de la Politique du Conseil du Trésor. Cette formule doit être appliquée et le calcul doit être détaillé dans les documents de l'offre.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI ()** **NON ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.